

Les citoyens qui bravent l'étouffement de la dissidence par Poutine

Article by Ekaterina Oleinikova

April 6, 2022

Ekaterina Oleinikova est membre du bureau de l'association Russie-Libertés. Créée en 2012 et basée en France, cette association s'engage pour la démocratie, la protection de l'État de droit et la défense des droits humains et des libertés fondamentales en Russie. Dans le contexte du conflit en Ukraine, Ekaterina Oleinikova analyse l'état de la société russe et les mouvements de résistance à la guerre et au régime de Poutine.

Green European Journal: Comment sont organisées les mobilisations de protestation contre l'invasion en Ukraine ? Quel est le profil des participants ?

Ekaterina Oleinikova: D'après nos informations, qui restent partielles, ces manifestations sont en grande partie spontanées. Certains partis politiques ont fait des demandes d'organisation pour des manifestations autorisées, qui ont toutes été refusées. Ce sont donc des manifestations non autorisées, et les personnes qui y participent sont régulièrement arrêtées.

Il y a déjà eu en Russie des grands rassemblements de contestation des résultats des élections, ainsi qu'en lien avec les événements concernant Alexeï Navalny, son empoisonnement et son arrestation. C'était alors généralement l'équipe de Navalny qui appelait à manifester. Aujourd'hui, il n'y a aucun appel officiel, même si l'équipe de Navalny appelle à la manifestation, ainsi que Navalny lui-même depuis sa prison.

Ce mouvement spontané concerne, nous pensons, différentes couches de la population. Il y a bien évidemment parmi eux des gens qui s'opposent au régime de Poutine depuis plusieurs années, sans doute des sympathisants de Navalny ou d'autres représentants de ce qui reste de l'opposition, mais nous pensons qu'il y a aussi des personnes qui s'opposent tout simplement à la guerre. Cela va bien au-delà d'une opposition au régime de Poutine. Il y a ces manifestations dans les rues, mais il y a également des appels à la fin de la guerre sur les réseaux sociaux, ainsi que les pétitions : celle qui demande la fin de la guerre a déjà rassemblé 1 200 000 signatures^[1].

Concernant plus précisément les manifestations dans les rues, nous n'avons pas d'informations sur le nombre de personnes qui ont y participent, mais nous avons celui des arrestations. Le 6 mars, en une seule journée, plus de 5000 personnes ont été arrêtées. Au 20 mars, cela représentait plus de 15000^[2] personnes depuis le début de l'invasion. Ces informations sont rassemblées par l'ONG OVD-info, qui recense ces informations et qui fournit de l'aide juridique aux personnes arrêtées. Les arrestations sont très brutales : les personnes ne s'opposent pourtant pas à l'arrestation, ne sont pas violentes et, dans la plupart des cas, n'ont même pas de pancartes. Des journalistes avec des cartes de presse

ont aussi été arrêtés. Il y a aussi des violences policières dans les commissariats. L'État réagit de manière extrêmement forte et dissuasive.

Our latest edition - Moving Targets: Geopolitics in a Warming World - is out now.

It is available to read online & order straight to your door.

[READ & Order](#)

Y a-t-il une rupture avec la manière dont ce genre de mobilisations était traité avant l'invasion de l'Ukraine ? Est-ce que la répression a augmenté, ou est-ce qu'on est plutôt dans une continuité ?

La répression s'est exacerbée. Avant cette guerre, la participation à une manifestation non autorisée était déjà sanctionnée : la première fois, on était sanctionné administrativement avec une peine d'amende. On risquait également dans ce cas une arrestation qui pouvait aller jusqu'à 15 jours. En cas de récidive, on risquait une peine de prison ferme.

En Russie, il est très difficile d'obtenir une autorisation pour une manifestation qui a pour objectif, par exemple, l'expression d'une opposition au régime. Dans la plupart des cas, c'est refusé. Les gens savaient donc très bien ce qu'ils risquaient quand ils sortaient manifester. Heureusement, l'ONG [OVD-info](#) informe les manifestants sur leurs droits : elle donne des instructions sur comment se comporter dans les commissariats, ce qu'il faut faire ou ne pas faire lors de l'arrestation, on peut les contacter sur leur compte Telegram et ils envoient un avocat au commissariat.

Le 3 mars, le Procureur général a annoncé que la participation à une manifestation contre la guerre était passible d'être sanctionnée en tant que participation aux activités d'une organisation extrémiste, ce qui entraîne une responsabilité pénale, avec un risque de prison ferme.

Il y a aussi la nouvelle loi sortie le 4 mars contre les « fake news ». Cette loi a trois volets : le premier interdit la diffusion d'informations fausses sur l'armée russe, avec une sanction en cas de non-respect pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison ; le deuxième concerne l'interdiction des appels anti-guerre, ce qui pourrait comprendre les manifestations, les pancartes et plus généralement toute mention écrite (comme par exemple sur le sol ou sur les murs) condamnant la guerre. Le troisième concerne les appels à sanctions contre la Russie : si on soutient ces demandes, on risque des amendes et des peines d'emprisonnement. Ce nouveau dispositif répressif a été créé pour éviter de laisser accès à un point de vue alternatif à ce qui est relayé sur les chaînes officielles. Les Russes ne doivent avoir qu'une seule version de la guerre.

Comment les militants peuvent contourner cette répression médiatique pour communiquer entre eux, diffuser leurs messages et s'informer ?

Aujourd'hui, beaucoup de médias ont soit cessé provisoirement toute activité, soit fermé, soit ont été liquidés. Aucun média établi en Russie ne peut désormais couvrir la guerre, parce que tout récit qui prendrait de la distance avec la version du Kremlin est susceptible de tomber sous le coup de cette nouvelle loi. La première radio indépendante, l'Écho de

Moscou, qui existait depuis 1990, a été liquidée début mars. Novaïa Gazeta, dont le rédacteur en chef a reçu le prix Nobel récemment, a suspendu toute couverture de la guerre. La chaîne Dojd, qui était vraiment un média indépendant majeur qui existait depuis 2010, a suspendu toutes ses activités. Plusieurs centaines de journalistes ont quitté le pays.

Il reste, même s'il est difficile de dire qui est derrière, des chaînes Telegram où sont notamment annoncées des manifestations. On ne sait pas comment les personnes qui sont derrière ces comptes se protègent ni si elles sont en Russie ou à l'étranger.

Les personnes ne s'opposent pourtant pas à l'arrestation, ne sont pas violentes et, dans la plupart des cas, n'ont même pas de pancartes.

Depuis plusieurs années, beaucoup de personnes critiques du régime de Poutine ont été emprisonnées ou sont en exil. À quel point la société civile russe et ses réseaux sont affaiblis aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les personnes qui sont dans les rues ne sont pas forcément des opposants historiques au régime de Poutine. Elles sont opposées à la guerre, parce qu'elles ne veulent pas voir mourir ni les Russes ni les Ukrainiens. Presque chaque famille russe a des liens avec l'Ukraine et vice-versa. Pour ces personnes-là, c'était inimaginable qu'une vraie guerre, pas juste une tension, soit déclenchée. Elles sont vraiment révoltées par ce qui se passe.

La société civile est très affaiblie par les lois qui ont été adoptées depuis ces dernières années. La loi sur les agents de l'étranger notamment a complètement asphyxié plusieurs ONG et plusieurs médias. La Fondation anti-corruption de Navalny (FBK) représentait quand même une opposition majeure au régime de Poutine, avec beaucoup de sympathisants : elle a été déclarée organisation extrémiste et dissoute. L'équipe est complètement décimée, soit en prison, soit en exil.

L'organisation Memorial a, elle aussi, été liquidée. Cette ONG avait pour objet l'étude des crimes de l'époque soviétique et la réhabilitation des prisonniers politiques, mission qui n'avait rien à voir avec une opposition politique envers le régime de Poutine. C'était vraiment une ONG majeure de la Russie.

Quels sont les principaux axes de travail de l'association Russie-Libertés ?

Avant les événements récents, nous organisons régulièrement des rassemblements en soutien et en parallèle avec les manifestations majeures qui se tenaient en Russie, comme celles contestant les élections entachées de fraude, ou organisées en soutien à Alexis Navalny. Nous organisons également des conférences, des débats et des rencontres sur les thématiques liées à l'état de droit et à la démocratie en Russie. En octobre 2021, nous avons organisé une conférence pour commémorer la date d'assassinat d'Anna Politkovskaïa, une journaliste qui a été tuée pour avoir couvert les guerres en Tchétchénie. Cet événement était l'occasion de rendre hommage aux journalistes indépendants en Russie, qui font leur travail vraiment à leurs risques et périls. Nous avons également publié,

en partenariat avec d'autres ONG, un livre sur l'état des lieux du journalisme indépendant en Russie, présentant des portraits des journalistes qui racontaient leur activité et leur travail[3].

Depuis la guerre, nous participons aux rassemblements en solidarité avec l'Ukraine. Nous avons également fait des propositions au gouvernement français et aux autorités européennes. Nous demandons notamment l'élargissement des sanctions ciblées vis-à-vis du cercle de Poutine et l'arrêt immédiat de tout achat des hydrocarbures russes, ainsi que la cessation de toute relation commerciale avec la principale société exportatrice du gaz naturel Gazprom.

Nous demandons également l'ouverture des enquêtes judiciaires sur les acteurs qui ont soutenu ou soutiennent aujourd'hui Poutine en Europe, notamment les élus, ainsi que les sociétés européennes présentes en Russie. Nous demandons que soit mise en lumière leur potentiel soutien au régime de Poutine, et dans quelle mesure ils ont pu en bénéficier.

Enfin, nous avons créé une pétition pour demander l'ouverture d'une enquête sur les crimes commis par le régime de Poutine en Ukraine depuis 2014 : récemment, le procureur de la Cour pénale internationale a ouvert une investigation à ce sujet.

Quelle est selon vous la responsabilité de l'Union européenne et du gouvernement français vis-à-vis du peuple russe ? Quelles sont vos demandes à ces acteurs pour soutenir les mouvements d'opposition à la guerre en Russie ?

Les responsables français et européens doivent tout faire pour soutenir ce qu'il reste de la société civile et de la démocratie en Russie. En Europe, il faut également accueillir les personnes qui quittent le pays, poursuivies et persécutées.

Les responsables politiques français et européens font très bien la distinction entre le régime de Poutine, qui est responsable de cette guerre, et le peuple russe qui souffre beaucoup de ce régime. Pour les Russes qui osent encore sortir aujourd'hui dans les rues, malgré tous les risques, c'est très important de savoir qu'on les voit à l'étranger et qu'on salue leur courage.

Il est aussi très important de combattre la désinformation. Des députés français au Parlement européen ont récemment été sanctionnés pour avoir participé à des missions non-officielles d'observation des élections russes de septembre dernier[3]. Ils étaient invités par l'État russe pour aller ensuite dire en Europe que les élections s'étaient bien déroulées, sans violation ni fraude. Cela crée de la désinformation et c'est inacceptable. C'est aussi dangereux car les Russes pensent que ce sont des représentants officiels, en l'occurrence du Parlement européen, alors que ce n'est pas le cas.

Nous devons faire pression sur les complices de Poutine plutôt que sur la société russe, qui souffre déjà tant de ce régime.

Au vu de la loi sur les agents de l'étranger, est-ce qu'il est devenu risqué que

des acteurs publics, ONG ou gouvernements, ou même que des personnes physiques essaient d'intervenir individuellement pour soutenir la résistance ? Est-ce qu'il y un danger que ces soutiens-là rendent la société civile russe plus visible et donc plus facile à cibler ?

La loi sur les agents de l'étranger existe depuis dix ans déjà. Elle a d'abord été appliquée envers les ONG qui recevaient des financements de l'étranger, pour les intimider. En effet, la conséquence de cette loi est que les personnes qui sont déclarées agent de l'étranger ont des obligations de *reporting* très strictes : elles doivent indiquer sur tous leurs documents qu'elles sont agents de l'étranger, et sont soumises à des audits très réguliers et très lourds, plusieurs fois par an, par les autorités. Le moindre manquement amène à des amendes.

En 2017, cette loi a commencé à être appliquée aux médias. Les médias déclarés agents de l'étranger perdent dès lors tous leurs revenus publicitaires et sont soumis à des contrôles très lourds, avec des amendes régulières très élevées. Beaucoup de médias ont dû arrêter leurs activités parce que leur situation n'était plus économiquement viable.

Cette loi était notamment l'une des raisons de la liquidation de Memorial : l'organisation aurait oublié de mettre cette mention « agent de l'étranger » et a été liquidée pour violation systématique du statut d'agent de l'étranger. C'est donc une loi liberticide, qui mène à des conséquences désastreuses. Aujourd'hui, cette loi s'applique même aux personnes physiques.

Il y a eu des critiques de la Russie dans son entièreté, des appels aux multinationales à quitter la Russie, des appels au boycott... Est-ce que vous pensez que ça risque de dérapier en une forme de russophobie, qui pourrait avoir des conséquences pour les citoyens russes expatriés par exemple ?

Le message que nous voulons transmettre, c'est que c'est vraiment la guerre de Poutine et de son cercle de complices. Les Russes sont des victimes de ce régime. C'est important d'éviter tous les amalgames et de ne pas créer cette russophobie.

Toute la répression de Poutine n'a pas réussi à complètement démanteler la résistance et l'opposition, mais il manque encore le changement politique: les opposants font face à de très nombreux obstacles. Quelles sont les perspectives pour construire un régime politique alternatif à Poutine ?

La répression de l'opposition depuis plusieurs années rend très difficile une proposition alternative au régime de Poutine. La propagande reste aussi très puissante, avec un discours sur un État fort, la puissance militaire, l'idéologie de la guerre, l'opposition à l'Occident. Ce discours invisibilise l'absence de libertés et de l'État de droit, mais aussi la pauvreté.

Je pense que le régime va se rendre compte que cette guerre est une erreur politique. En effet, la population russe, même si elle soutient le régime de Poutine, ne soutient pas la guerre. Il est donc possible que parmi la population qui l'a soutenu depuis toutes ces années, il y ait de plus en plus de gens qui se posent des questions et arrêtent de le soutenir.

D'autre part, les sanctions ciblées peuvent vraiment toucher les personnes proches de Poutine, qui ont bénéficié du régime et qui constituent vraiment son socle qui lui permet de mener sa politique. Par ces sanctions, il est possible de créer une dissension au sein de ce camp, dans son socle principal. Peut-être que ces personnes vont s'opposer à la politique de Poutine car elles vont en sentir les conséquences dans leur propre chair, et que ce n'est pas quelque chose qu'elles sont prêtes à subir malgré tous les avantages qu'elles perçoivent du régime.

[1] [Lien vers la pétition sur change.org](#)

[2] Chiffres fournis par l'ONG OVD-info

[3] NDLR : Ces députés sont Thierry Mariani, Hervé Juvin, Philippe Olivier, Jean-Lin Lacapelle et Virginie Joron, membres du Rassemblement national. D'autres parlementaires européens participaient à cette mission d'observation : Gunnar Beck, du parti allemand AfD, et Miroslav Radačovský, non inscrit.



Ekaterina Oleinikova is a French lawyer of Russian origin, based in Paris. She has been a member of board of the human rights organisation Russie-Libertés since 2021.

Published April 6, 2022

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/les-citoyens-qui-bravent-letouffement-de-la-dissidence-par-poutine/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.

Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.